

SOUS-PREFECTURE DE CARPENTRAS

Section I - MF
Environnement
☎ : 04.90.67.70.30
☎ : 04.90.63.08.90

Arrêté préfectoral complémentaire

**Autorisant la société A.M.D. (Auxiliaire Méridionale de Déchets)
à poursuivre l'activité des établissements ROSSI à MONTEUX.**

N° 26 du - 2 MARS 2001

**Le préfet de Vaucluse
Chevalier de la Légion d'Honneur**

- Vu** le code de l'environnement et notamment l'article L 512-12 et 16 ;
- Vu** le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 codifiée par le livre V du code de l'environnement ;
- Vu** le décret du 20 mai 1953 modifié, déterminant la nomenclature des installations classées ;
- Vu** le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages ;
- Vu** la circulaire ministérielle du 13 avril 1995 relative aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2525 bis du 27 novembre 1995 portant autorisation d'exploiter un centre de tri de déchets ménagers pré triés et de déchets industriels et commerciaux assimilés aux déchets ménagers et portant agrément pour l'exercice de valorisation de déchets d'emballage ;
- Vu** la déclaration de la société A.M.D. (Auxiliaire Méridionale de Déchets) en date du 18 décembre 2000, dont le siège social est à LES PENNES MIRABEAU, - 13751- quartier Le Repos, BP 56, relative au changement d'exploitant du centre de tri de déchets ménagers pré-triés et de déchets industriels et commerciaux assimilés aux déchets ménagers et au transfert d'agrément pour l'exercice de valorisation de déchets d'emballage ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 5 janvier 2001 ;
- Vu** l'avis du Conseil départemental d'hygiène en date du 15 février 2001 ;

Considérant que la nature et l'importance des installations sur lesquelles porte la déclaration nécessitent la mise en œuvre d'un certain nombre de précautions permettant de garantir la préservation des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement susvisé ;

Considérant que ces mesures de précautions doivent faire l'objet de prescriptions d'installation et d'exploitation indispensables à la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 689 du 7 avril 1999 portant délégation de signature au sous-préfet de Carpentras, modifié le 6 septembre 1999 ;

ARRETE :

Article 1er :

La société A.M.D. (Auxiliaire Méridionale de Déchets) dont le siège social est à LES PENNES MIRABEAU – 13751 – quartier Le Repos – B P 56, est autorisée à exploiter un centre de tri de déchets ménagers pré-triés et de déchets industriels et commerciaux assimilés aux déchets ménagers à MONTEUX, zone industrielle de Beauchamp, en lieu et place des établissements ROSSI.

Article 2 :

L'exploitant devra respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2525 bis du 27 novembre 1995 portant autorisation d'exploiter un centre de tri aux établissements ROSSI, à l'exception des prescriptions concernant l'activité de récupération de ferrailles et de véhicules hors d'usage.

Article 3 :

L'activité de recyclage et valorisation des déchets d'emballage devra représenter au moins 60 % en poids de ces déchets, comme le prévoit la circulaire du 13 avril 1995 ayant pour objet la mise en application du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages.

Article 4 :

Un état trimestriel extrait des registres « entrée » et « sortie » des déchets reçus puis recyclés, valorisés ou éliminés sera adressé à l'inspecteur des installations classées avant les 30 avril, 31 juillet, 31 octobre et 31 janvier.

Article 5 :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir le jour où la présente décision a été notifiée.

En outre, la présentation d'un délai gracieux ou hiérarchique ne suspend pas les délais.

Article 6 :

Une ampliation du présent arrêté devra être conservée dans les archives de la mairie de Monteux pour être tenue à la disposition de toute personne intéressée.

Article 7 :

Un extrait du présent arrêté sera affiché à la porte de la mairie de Monteux, pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal constatant l'accomplissement de ces formalités devra être adressé à la sous-préfecture de Carpentras.

Article 8 :

Un avis sera inséré par les soins du sous-préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 9 :

Le sous-préfet de Carpentras, le maire de Monteux, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur - à Marseille, l'inspecteur des installations classées à Avignon et toutes forces de police ou de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à la société A.M.D.

Carpentras, le - 2 MARS 2001

Pour le préfet,
La sous-préfète,

signé :

Claude COINTET-HAUTIER

Pour ampliation,
Le secrétaire général



Michel SCHUTZ